

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET
(non audité)

		Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains, sauf les données par action)	Notes	2018	2017	2018	2017
ACTIVITÉS POURSUIVIES					
Produits des activités ordinaires	3	1 292	1 272	3 982	3 883
Charges d'exploitation	6	(985)	(888)	(2 901)	(2 698)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		(24)	(23)	(83)	(85)
Dotation aux amortissements des logiciels		(96)	(76)	(294)	(265)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		(26)	(33)	(83)	(103)
Autres profits d'exploitation, montant net	7	1	36	13	48
Résultat d'exploitation		162	288	634	780
Charges financières, montant net :					
Charge d'intérêts, montant net	8	(82)	(89)	(241)	(270)
Autres (charges financières) produits financiers	8	(11)	(57)	10	(145)
Résultat avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		69	142	403	365
Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		1	1	5	(4)
Charge d'impôt	9	(128)	-	(152)	(26)
Résultat tiré des activités poursuivies		(58)	143	256	335
Résultat tiré des activités abandonnées, après impôt	10	349	205	381	533
Résultat net		291	348	637	868
Résultat attribuable aux :					
Actionnaires ordinaires		261	330	547	819
Participations ne donnant pas le contrôle		30	18	90	49
Résultat par action	11				
Résultat de base et dilué par action :					
Tiré des activités poursuivies		(0,08) \$	0,20 \$	0,36 \$	0,46 \$
Tiré des activités abandonnées		0,45	0,26	0,41	0,67
Résultat de base et dilué par action		0,37 \$	0,46 \$	0,77 \$	1,13 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

(en millions de dollars américains)	Notes	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
		2018	2017	2018	2017
Résultat net		291	348	637	868
Autres éléments du résultat global :					
Éléments reclassés ou susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net :					
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net	8	(24)	(53)	44	(97)
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en capitaux propres		20	42	(38)	73
Partie des écarts de conversion comptabilisée en capitaux propres		(38)	221	(239)	605
		(42)	210	(233)	581
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :					
Réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		15	64	126	84
Charge d'impôt liée à la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		(2)	(11)	(29)	(22)
		13	53	97	62
Autres éléments du résultat global		(29)	263	(136)	643
Résultat global		262	611	501	1 511
Résultat global de la période attribuable aux :					
Actionnaires ordinaires					
Activités poursuivies		(51)	187	172	420
Activités abandonnées		283	406	239	1 042
Participations ne donnant pas le contrôle – activités abandonnées		30	18	90	49
Résultat global		262	611	501	1 511

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

		30 septembre	31 décembre
(en millions de dollars américains)	Notes	2018	2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	507	874
Créances clients et autres créances d'exploitation		871	1 457
Autres actifs financiers	12	42	98
Charges payées d'avance et autres actifs courants		419	548
Actifs courants, à l'exclusion des actifs détenus en vue de la vente		1 839	2 977
Actifs détenus en vue de la vente	10	14 605	-
Actifs courants		16 444	2 977
Matériel informatique et autres immobilisations corporelles, montant net		459	921
Logiciels, montant net		890	1 458
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net		3 276	5 315
Goodwill		5 009	15 042
Autres actifs financiers	12	37	83
Autres actifs non courants	13	572	605
Actifs d'impôt différé		62	79
Total de l'actif		26 749	26 480
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passif			
Dette courante	12	2 127	1 644
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	14	1 291	2 086
Produits différés		718	937
Autres passifs financiers	12	791	129
Passifs courants, à l'exclusion des passifs associés aux actifs détenus en vue de la vente		4 927	4 796
Passifs associés aux actifs détenus en vue de la vente		1 779	-
Passifs courants		6 706	4 796
Dette à long terme	12	4 955	5 382
Provisions et autres passifs non courants	15	1 060	1 740
Autres passifs financiers	12	54	279
Passifs d'impôt différé		1 424	708
Total du passif		14 199	12 905
Capitaux propres			
Capital-actions	16	9 311	9 549
Résultats non distribués		6 618	7 201
Cumul des autres éléments du résultat global		(3 906)	(3 673)
Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société		12 023	13 077
Participations ne donnant pas le contrôle		527	498
Total des capitaux propres		12 550	13 575
Total du passif et des capitaux propres		26 749	26 480
Éventualités (note 18)			

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

		Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	Notes	2018	2017	2018	2017
Flux de trésorerie liés aux :					
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION					
Résultat tiré des activités poursuivies		(58)	143	256	335
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		24	23	83	85
Dotation aux amortissements des logiciels		96	76	294	265
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		26	33	83	103
Profits nets à la cession d'entreprises et de placements		-	(35)	-	(35)
Impôt différé		82	(94)	57	(106)
Autres	17	60	63	118	274
Cotisation aux régimes de retraite		-	-	-	(500)
Variation du fonds de roulement et d'autres éléments	17	37	191	(63)	(28)
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités poursuivies		267	400	828	393
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités abandonnées		583	408	1 244	881
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		850	808	2 072	1 274
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise		(32)	(1)	(60)	(1)
Produit des cessions d'entreprises et de placements		6	40	6	50
Dépenses d'investissement		(110)	(160)	(420)	(392)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		-	-	27	-
Autres activités d'investissement		1	1	19	16
Flux de trésorerie d'investissement liés aux activités poursuivies		(135)	(120)	(428)	(327)
Flux de trésorerie d'investissement liés aux activités abandonnées		(110)	(98)	(356)	(486)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement		(245)	(218)	(784)	(813)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Produit tiré de la dette	12	-	-	1 370	-
Remboursement sur la dette	12	(500)	(550)	(1 370)	(1 100)
Emprunts aux termes des facilités d'emprunt à court terme, montant net	12	17	555	78	705
Rachats d'actions ordinaires	16	(129)	(230)	(488)	(808)
Dividendes versés sur les actions privilégiées		(1)	(1)	(2)	(2)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	16	(232)	(237)	(707)	(720)
Autres activités de financement		9	14	10	30
Flux de trésorerie de financement liés aux activités poursuivies		(836)	(449)	(1 109)	(1 895)
Flux de trésorerie de financement liés aux activités abandonnées		(25)	(19)	(60)	(50)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement		(861)	(468)	(1 169)	(1 945)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires		(256)	122	119	(1 484)
Écarts de conversion		(9)	4	(21)	9
Trésorerie et découverts bancaires au début de la période		1 231	766	868	2 367
Trésorerie et découverts bancaires à la fin de la période		966	892	966	892
La trésorerie et les découverts bancaires à la fin de la période sont composés des éléments suivants :					
Trésorerie et équivalents de trésorerie		507	898	507	898
Trésorerie et équivalents de trésorerie inclus dans les actifs détenus en vue de la vente	10	461	-	461	-
Découverts bancaires		(2)	(6)	(2)	(6)
		966	892	966	892
Se reporter à la note 17 pour des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie.					
Intérêts payés		(31)	(53)	(173)	(218)
Impôt sur le résultat payé	17	(55)	(43)	(150)	(99)

Les intérêts payés sont pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et sont présentés après effets de couverture de la dette connexe.

Le montant payé au titre de l'impôt sur le résultat est pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ou dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, selon la nature de la transaction sous-jacente.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit non comptabilisé sur les couvertures de flux de trésorerie	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2017	9 306	243	9 549	7 201	16	(3 689)	(3 673)	13 077	498	13 575
Incidence de l'adoption d'IFRS 15 (note 1)	-	-	-	172	-	-	-	172	-	172
Solde après l'adoption d'IFRS 15	9 306	243	9 549	7 373	16	(3 689)	(3 673)	13 249	498	13 747
Résultat net	-	-	-	547	-	-	-	547	90	637
Autres éléments du résultat global	-	-	-	97	6	(239)	(233)	(136)	-	(136)
Résultat global	-	-	-	644	6	(239)	(233)	411	90	501
Variation de la participation dans une filiale	-	-	-	29	-	-	-	29	(1)	28
Distributions liées aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	(60)	(60)
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(2)	-	-	-	(2)	-	(2)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(732)	-	-	-	(732)	-	(732)
Actions émises aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »)	25	-	25	-	-	-	-	25	-	25
Rachats d'actions ordinaires	(159)	-	(159)	(329)	-	-	-	(488)	-	(488)
Plan de rachat d'actions prédéfini	(147)	-	(147)	(365)	-	-	-	(512)	-	(512)
Régimes de rémunération fondée sur des actions	113	(70)	43	-	-	-	-	43	-	43
Solde au 30 septembre 2018	9 138	173	9 311	6 618	22	(3 928)	(3 906)	12 023	527	12 550

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit (perte) non comptabilisé sur les couvertures de flux de trésorerie	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2016	9 393	196	9 589	7 477	32	(4 325)	(4 293)	12 773	483	13 256
Incidence des modifications d'IFRS 2	-	152	152	-	-	-	-	152	-	152
Solde après les modifications d'IFRS 2	9 393	348	9 741	7 477	32	(4 325)	(4 293)	12 925	483	13 408
Résultat net	-	-	-	819	-	-	-	819	49	868
Autres éléments du résultat global	-	-	-	62	(24)	605	581	643	-	643
Résultat global	-	-	-	881	(24)	605	581	1 462	49	1 511
Variation de la participation dans une filiale	-	-	-	18	-	-	-	18	12	30
Distributions liées aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	(50)	(50)
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(2)	-	-	-	(2)	-	(2)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(746)	-	-	-	(746)	-	(746)
Actions émises aux termes du RRD	26	-	26	-	-	-	-	26	-	26
Rachats d'actions ordinaires	(241)	-	(241)	(575)	-	-	-	(816)	-	(816)
Plan de rachat d'actions prédéfini	(52)	-	(52)	(133)	-	-	-	(185)	-	(185)
Régimes de rémunération fondée sur des actions	161	(99)	62	-	-	-	-	62	-	62
Solde au 30 septembre 2017	9 287	249	9 536	6 920	8	(3 720)	(3 712)	12 744	494	13 238

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Thomson Reuters Corporation

Notes annexes (non audité)

(les montants sont exprimés en millions de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Note 1 : Description de l'entreprise et base de présentation

Description générale de l'entreprise

Thomson Reuters Corporation (la « société » ou « Thomson Reuters ») est une entreprise régie par les lois de l'Ontario (Canada), dont les actions ordinaires sont cotées à la Bourse de Toronto (« TSX ») et à la Bourse de New York (« NYSE ») et dont les actions privilégiées de série II sont cotées à la TSX. La société est une importante source de nouvelles et d'information pour les marchés professionnels.

Base d'établissement

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités (les « états financiers intermédiaires ») ont été établis suivant les mêmes méthodes comptables que les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, à l'exception de ce dont il est question ci-après. Les états financiers intermédiaires sont conformes à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »). Par conséquent, certaines informations, notamment dans les notes annexes, qui sont habituellement comprises dans les états financiers annuels préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») ont été omises ou résumées. La préparation des états financiers conformément à IAS 34 fait appel à des estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la société. La note 3 des états financiers intermédiaires et la note 2 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017 décrivent les domaines particulièrement complexes ou ceux qui exigent un jugement éclairé ainsi que ceux où les hypothèses et les estimations ont une incidence importante sur les états financiers consolidés. Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, qui sont présentés dans le rapport annuel 2017 de la société.

Le 1^{er} octobre 2018, la société a conclu la vente d'une participation de 55 % dans son secteur Activités financières et risque à des fonds de capital-investissement gérés par Blackstone. Une société liée à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et une société liée à GIC ont investi de concert avec Blackstone. Se reporter à la note 20. Depuis le trimestre clos le 31 mars 2018, le secteur Activités financières et risque est présenté en tant qu'activité abandonnée.

Les états financiers intermédiaires ci-joints comprennent tous les ajustements, lesquels se composent des ajustements récurrents habituels, que la direction juge nécessaires à la présentation fidèle des résultats des activités d'exploitation, de la situation financière et des flux de trésorerie de la société. Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui pourraient être obtenus pour une autre période intermédiaire ou pour l'exercice complet.

Dans le présent document, « \$ » désigne le dollar américain et « \$ CA », le dollar canadien.

Les montants de la période correspondante de l'exercice précédent ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période considérée.

Changements touchant les méthodes comptables

Le 1^{er} janvier 2018, la société a adopté IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »). La société a apporté les changements suivants par suite de l'adoption d'IFRS 15 :

- Les produits des activités ordinaires tirés de certains droits d'utilisation de propriété intellectuelle sont comptabilisés au moment où le contrôle est transféré au client plutôt que sur la durée des droits d'utilisation.
- Certains paiements éventuels sont comptabilisés en tant que réduction des produits des activités ordinaires plutôt qu'en tant que charges.
- Une charge de commissions du personnel de ventes supplémentaire est différée et une proportion importante de ces reports sera amortie sur trois ans.

La société a adopté IFRS 15 selon la méthode d'application rétrospective modifiée. En conséquence, l'effet cumulatif de l'application, soit 172 M\$, a été comptabilisé en tant qu'ajustement du solde d'ouverture des résultats non distribués au 1^{er} janvier 2018 afin de rendre compte d'une augmentation de 150 M\$ du total de l'actif du fait du report de la charge de commissions du personnel de ventes supplémentaire et d'une diminution de 22 M\$ du total du passif principalement par suite des ajustements apportés aux produits différés. Les données comparatives n'ont pas été retraitées.

L'adoption d'IFRS 15 n'a pas eu d'incidence significative sur l'état consolidé du résultat et n'a pas eu d'incidence sur le tableau consolidé des flux de trésorerie du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018. À l'état consolidé de la situation financière, le total de l'actif a augmenté de 161 M\$ et le total du passif a diminué de 22 M\$ entre le 31 décembre 2017 et le 30 septembre 2018. Une tranche de 90 M\$ de l'augmentation du total de l'actif et la diminution du total du passif en entier se rapportent aux activités poursuivies. Se reporter à la note 3 pour une description des méthodes comptables, des jugements critiques et des informations à fournir selon IFRS 15.

Le 1^{er} janvier 2018, la société a aussi adopté IFRS 9 *Instruments financiers* (« IFRS 9 »). IFRS 9 établit de nouvelles exigences en matière de classement et d'évaluation, de dépréciation et de comptabilité de couverture. La société a adopté IFRS 9 selon la méthode d'application rétrospective et, comme le permet la norme, elle a choisi de ne pas reclasser les montants des périodes antérieures. IFRS 9 n'a pas eu d'incidence significative sur l'état consolidé du résultat net ni sur le tableau consolidé des flux de trésorerie du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, pas plus qu'elle n'en a eu sur la situation financière consolidée de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018.

Note 2 : Prises de position récentes en comptabilité

L'IASB et l'International Financial Reporting Interpretations Committee (l'« IFRIC ») ont publié certaines prises de position qui sont entrées en vigueur pour les périodes de présentation de l'information financière ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018. Bon nombre de ces mises à jour ne touchent pas la société et ont été exclues de ce qui suit.

Prises de position en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 :

IFRS 16 <i>Contrats de location</i>	IFRS 16 instaure un modèle unique de comptabilisation des contrats de location et élimine la distinction actuelle entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement du point de vue du preneur à bail. La norme exige que le preneur à bail comptabilise les actifs au titre de droits d'utilisation et les passifs aux termes de contrats de location à l'état de la situation financière pour la quasi-totalité des contrats de location d'une durée de plus de 12 mois. La société passe actuellement en revue son portefeuille de contrats de location pour évaluer l'incidence de la norme et examine les modifications à apporter à ses processus et à ses contrôles internes, notamment la mise en place d'un nouveau système de comptabilisation des contrats de location en 2018. La société adoptera la norme selon la méthode d'application rétrospective modifiée. Ainsi, l'effet cumulatif de l'adoption sera comptabilisé en tant qu'ajustement du solde d'ouverture des résultats non distribués. Les montants des périodes antérieures ne seront pas ajustés. Même si elle évalue toujours l'incidence de l'adoption, la société s'attend à ce qu'IFRS 16 fasse augmenter d'environ 250 M\$ les actifs et les passifs se rapportant à ses contrats de location liés à ses activités poursuivies. La société prévoit aussi de reclasser dans la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et dans la charge d'intérêts une tranche d'environ 60 M\$ de la charge relative aux contrats de location classée dans les charges d'exploitation, mais elle ne s'attend pas à un effet significatif sur le résultat net. Il n'y aura pas d'incidence sur les flux de trésorerie consolidés, mais les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation augmenteront étant donné que les paiements en trésorerie au titre du capital des contrats de location seront reclassés dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement.
IFRIC 23 <i>Incertitude relative aux traitements fiscaux</i>	IFRIC 23 instaure des exigences en sus de celles qu'énonce IAS 12 <i>Impôts sur le résultat</i> en précisant comment présenter l'incidence des incertitudes relativement à la comptabilisation des impôts sur le résultat. Il y a incertitude lorsque l'application de la législation fiscale à une transaction en particulier n'est pas claire ou lorsqu'il n'est pas certain que les autorités fiscales accepteront le traitement fiscal choisi par l'entité. La société ne s'attend pas à ce que IFRIC 23 ait une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Note 3 : Produits des activités ordinaires

Principales méthodes comptables

Depuis le 1^{er} janvier 2018, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le contrôle des produits ou des services de la société est transféré aux clients. Le montant des produits des activités ordinaires comptabilisés reflète le montant de contrepartie auquel la société s'attend à avoir droit, déduction faite du montant estimatif des retours, rabais, taxes sur la valeur ajoutée et autres taxes de vente.

La société tire ses produits des activités ordinaires de la vente d'informations, de logiciels et de services. En règle générale, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés comme suit :

Produits récurrents

Les produits récurrents sont généralement comptabilisés progressivement sur la durée des contrats.

Les produits récurrents se composent principalement des frais pour avoir accès pendant une période donnée à des produits ou services électroniques, comme Westlaw et Checkpoint. Ces produits sont généralement fournis dans le cadre d'abonnements, que la plupart des clients renouvellent à la fin de chaque période d'abonnement. La durée de la majorité des abonnements varie entre un an et cinq ans. Les produits récurrents comprennent aussi les frais liés aux ententes de maintenance de logiciels, qui sont comptabilisés sur la période de maintenance. Les ententes peuvent être facturées à l'avance ou à terme échu.

Produits tirés des transactions

Les produits tirés des transactions sont comptabilisés principalement à un moment donné et en fonction de leur nature, comme suit :

- les frais fondés sur le volume liés aux recherches en ligne sont comptabilisés en fonction de l'utilisation;
- les droits d'utilisation de logiciels sans obligation future sont comptabilisés au moment de la livraison;
- les honoraires professionnels découlant des accords de service ou de consultation sont comptabilisés lorsque les services sont rendus, généralement en fonction des heures de travail effectuées, ce qui rend compte du transfert continu du contrôle au client.

Les transactions peuvent être facturées à l'avance ou à terme échu.

Produits tirés des produits imprimés

Les produits tirés des produits imprimés sont généralement comptabilisés au moment de l'expédition.

Les produits tirés des produits imprimés comprennent les frais liés au contenu offert sur un support papier traditionnel plutôt qu'en ligne. Les produits des activités ordinaires sont généralement facturés au moment de l'expédition.

La société prend aussi en compte les éléments suivants lors de la comptabilisation des produits des activités ordinaires :

Obligations de prestation multiples

Certains contrats conclus avec des clients portent sur plusieurs produits et services, lesquels sont comptabilisés comme des obligations de prestation séparées lorsqu'ils sont distincts. Un produit ou un service est distinct si un client peut tirer des avantages de sa seule utilisation ou de son utilisation avec d'autres ressources facilement accessibles et si la promesse de transférer le bien ou le service peut être identifiée de façon distincte dans le contrat. Le prix de transaction est réparti entre les différentes obligations de prestation en fonction du prix de vente relatif de chaque composante prise individuellement.

Une série de produits ou de services distincts est comptabilisée comme une seule obligation de prestation si les composantes de la série sont pratiquement les mêmes, si leurs modalités de transfert sont les mêmes et 1) si chaque composante distincte de la série représente une obligation de prestation qui serait remplie au fil du temps, et 2) si la mesure de satisfaction de l'obligation de prestation est la même pour chaque composante distincte de la série.

Certains accords prévoient la prestation de services d'installation et de mise en œuvre. Si ces services sont distincts, la contrepartie leur est imputée et ils sont comptabilisés lorsque les services sont rendus et pris en compte dans les produits tirés des transactions. Si les services ne sont pas distincts, ils sont comptabilisés au titre de l'abonnement ou de la licence d'utilisation de logiciel connexe, selon le cas.

Ventes liées à des tiers

Les produits tirés de la vente de contenus ou de services de tiers livrés sur les plateformes de la société sont comptabilisés déduction faite des coûts lorsque la société agit à titre de mandataire entre le client et le fournisseur, mais sont comptabilisés pour leur montant brut lorsque la société agit pour son propre compte.

Produits différés

Des produits différés sont comptabilisés lorsque des paiements en trésorerie sont reçus ou payables avant le transfert des produits ou des services auxquels ils se rapportent.

Coûts liés aux contrats

Les coûts marginaux associés à la conclusion d'un contrat avec un client sont comptabilisés en tant qu'actif si la société prévoit que l'avantage découlant de ces coûts durera plus d'un an et amortis selon le mode linéaire sur la période pendant laquelle le produit ou le service est transféré au client. Les coûts marginaux comprennent les commissions de vente versées au personnel de vente de première ligne ainsi qu'aux directeurs de comptes et aux gestionnaires des ventes. Les nouveaux contrats commandent généralement des taux plus élevés de commissions de vente que les renouvellements. Ainsi :

- Les actifs découlant de nouveaux contrats conclus avec des clients sont amortis sur trois ans, durée qui peut inclure des périodes de renouvellement et qui, selon la direction, correspond à la période pendant laquelle un client tire des avantages de la technologie qui existe dans le produit ou le service sous-jacent.
- Les actifs découlant du renouvellement de contrats conclus avec des clients sont amortis sur la durée du contrat s'ils sont proportionnels aux commissions de renouvellement antérieures.

Pour rendre compte des coûts associés à la conclusion d'un contrat, la société comptabilise les actifs suivants à l'état consolidé de la situation financière : les « Commissions différées » courantes sont incluses dans les « Charges payées d'avance et autres actifs courants » et les « Commissions différées » non courantes sont incluses dans les « Autres actifs non courants ».

La société a eu recours à la mesure de simplification que prévoit IFRS 15 pour comptabiliser en charges lorsqu'il est engagé le coût marginal associé à la conclusion d'un contrat si la période d'amortissement est d'un an ou moins.

Jugements critiques pour l'application des méthodes comptables

La direction pose des jugements significatifs pour déterminer ce qui suit lorsqu'elle applique la méthode comptable :

- *si les différents produits et services compris dans des contrats constituent ou non des obligations de prestation distinctes devant être comptabilisées séparément ou s'ils doivent être comptabilisés collectivement*
 - À cette fin, la direction se demande, par exemple, si la société vend régulièrement un bien ou un service séparément ou si les biens ou services sont étroitement liés.
- *le prix de vente distinct pour chacune des obligations de prestation*
 - Habituellement, la société a plus d'un prix de vente distinct pour ses différents produits et services en raison de la stratification de son offre selon les clients. En conséquence, la direction détermine le prix de vente distinct en tenant compte de la conjoncture du marché et d'autres facteurs, notamment la valeur de ses contrats, le produit ou le service vendu, le marché du client, l'emplacement géographique ainsi que le nombre et le type d'utilisateurs pour chaque contrat.
- *la durée sur laquelle doivent être amortis les actifs découlant des coûts marginaux associés à la conclusion d'un contrat*
 - Comme la direction estime que cette durée correspond à la période pendant laquelle un client tire des avantages de la technologie qui existe dans le produit ou le service sous-jacent, ce jugement est étroitement lié à l'établissement de la période d'amortissement des logiciels.

Produits des activités ordinaires, par type et par emplacement géographique

Les tableaux suivants présentent la ventilation des produits des activités ordinaires par type et par emplacement géographique ainsi qu'un rapprochement avec les secteurs à présenter liés aux activités poursuivies pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017 (voir la note 4).

Produits des activités ordinaires, par type	Droit		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Trimestres clos les 30 septembre								
Récurrents	649	618	272	267	59	62	980	947
Transactions	78	74	56	62	12	11	146	147
Produits imprimés	156	168	13	12	-	-	169	180
Éliminations	-	-	-	-	-	-	(3)	(2)
Total	883	860	341	341	71	73	1 292	1 272

Produits des activités ordinaires, par type	Droit		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Périodes de neuf mois closes les 30 septembre								
Récurrents	1 926	1 835	859	824	185	187	2 970	2 846
Transactions	233	228	240	247	30	34	503	509
Produits imprimés	478	496	38	37	-	-	516	533
Éliminations	-	-	-	-	-	-	(7)	(5)
Total	2 637	2 559	1 137	1 108	215	221	3 982	3 883

Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique (pays de destination)	Droit		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Trimestres clos les 30 septembre								
États-Unis	690	658	274	268	20	17	984	943
Canada (pays de résidence)	38	46	6	6	1	1	45	53
Autres	12	15	33	41	3	3	48	59
Amériques (Amérique du Nord, Amérique latine et Amérique du Sud)	740	719	313	315	24	21	1 077	1 055
Royaume-Uni	80	86	13	12	7	5	100	103
Autres	25	19	5	4	26	29	56	52
EMOA (Europe, Moyen-Orient et Afrique)	105	105	18	16	33	34	156	155
Asie-Pacifique	38	36	10	10	14	18	62	64
Éliminations	-	-	-	-	-	-	(3)	(2)
Total	883	860	341	341	71	73	1 292	1 272

Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique (pays de destination)		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Total		
Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	Droit							
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
États-Unis	2 076	1 998	915	893	57	54	3 048	2 945
Canada (pays de résidence)	99	115	28	26	2	2	129	143
Autres	35	45	109	114	7	7	151	166
Amériques (Amérique du Nord, Amérique latine et Amérique du Sud)	2 210	2 158	1 052	1 033	66	63	3 328	3 254
Royaume-Uni	246	242	42	33	21	19	309	294
Autres	77	53	14	12	84	85	175	150
EMOA (Europe, Moyen-Orient et Afrique)	323	295	56	45	105	104	484	444
Asie-Pacifique	104	106	29	30	44	54	177	190
Éliminations	-	-	-	-	-	-	(7)	(5)
Total	2 637	2 559	1 137	1 108	215	221	3 982	3 883

La ventilation des produits des activités ordinaires tirés des activités abandonnées est présentée à la note 10.

Note 4 : Informations sectorielles

Les activités poursuivies de la société sont réparties dans trois secteurs à présenter qui reflètent la façon dont les entreprises sont gérées : Droit, Fiscalité et comptabilité, et Reuters News. Au premier trimestre de 2018, le secteur Reuters News est devenu un secteur à présenter, alors qu'il était auparavant un secteur d'exploitation inclus dans la catégorie Siège social et autres. Les méthodes comptables suivies par les secteurs sont les mêmes que celles qu'applique la société.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, les résultats d'exploitation du secteur Activités financières et risque sont présentés en tant qu'activités abandonnées, hormis les unités Renseignements d'ordre réglementaire et Formation sur la conformité que la société conservera après la clôture de la transaction visant le secteur Activités financières et risque et qui sont désormais présentées comme faisant partie du secteur Droit. Le chef de la direction de la société a continué d'agir en tant que principal décideur opérationnel du secteur Activités financières et risque du fait de son importance au sein de la société. L'information financière concernant le secteur Activités financières et risque figure à la note 10.

Les secteurs à présenter offrent des produits et des services à des marchés cibles, comme il est expliqué ci-dessous.

Droit

Le secteur Droit est un fournisseur d'informations clés en ligne et sur papier, d'outils d'aide à la décision, et de logiciels et de services à l'intention des professionnels du droit, de l'instruction, des entreprises et des pouvoirs publics du monde entier.

Fiscalité et comptabilité

Le secteur Fiscalité et comptabilité est un fournisseur d'informations, de logiciels et de services intégrés de conformité en fiscalité et de comptabilité à l'intention des professionnels qui travaillent pour des cabinets comptables, des entreprises, des cabinets juridiques et des pouvoirs publics.

Reuters News

Le secteur Reuters News est un fournisseur de services d'information et de nouvelles multimédias en temps réel pour les journaux, les réseaux de télévision et de câblodiffusion, les stations de radio et les sites Web du monde entier.

La société présente aussi de l'information sur la catégorie Siège social qui comprend les charges liées aux fonctions générales et qui ne satisfait pas aux critères de présentation de l'information sectorielle.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Produits des activités ordinaires				
Droit	883	860	2 637	2 559
Fiscalité et comptabilité	341	341	1 137	1 108
Reuters News	71	73	215	221
Éliminations	(3)	(2)	(7)	(5)
Produits des activités ordinaires consolidés	1 292	1 272	3 982	3 883
BAIIA ajusté				
Droit	327	345	967	984
Fiscalité et comptabilité	93	95	331	339
Reuters News	6	7	22	29
Siège social	(124)	(59)	(240)	(169)
BAIIA ajusté	302	388	1 080	1 183
Ajustements de juste valeur (note 6)	5	(4)	1	2
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	(24)	(23)	(83)	(85)
Dotation aux amortissements des logiciels	(96)	(76)	(294)	(265)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(26)	(33)	(83)	(103)
Autres profits d'exploitation, montant net	1	36	13	48
Résultat d'exploitation consolidé	162	288	634	780
Charge d'intérêts, montant net	(82)	(89)	(241)	(270)
Autres (charges financières) produits financiers	(11)	(57)	10	(145)
Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	1	1	5	(4)
Charge d'impôt	(128)	-	(152)	(26)
Résultat tiré des activités poursuivies	(58)	143	256	335

Conformément à IFRS 8 *Secteurs opérationnels*, la société fournit certaines informations sur ses secteurs à présenter en se fondant sur les indicateurs que la direction utilise pour évaluer la performance de ces secteurs. Ces mesures sont définies ci-après et peuvent donc ne pas être comparables aux mesures similaires des autres sociétés.

BAIIA ajusté

- Le BAIIA ajusté sectoriel correspond au résultat tiré des activités poursuivies, avant la charge ou le produit d'impôt, le montant net de la charge d'intérêts, les autres charges financières ou produits financiers, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, la quote-part revenant à la société du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les autres profits et pertes d'exploitation, certaines pertes de valeur d'actifs, les ajustements de juste valeur et les éléments liés au siège social.
- La société ne considère pas ces éléments exclus comme des activités d'exploitation contrôlables aux fins de l'évaluation du rendement actuel des secteurs à présenter.
- Chaque secteur se voit attribuer une partie des coûts de services de soutien centralisés (technologie, rédaction, immobilier et certaines fonctions de traitement de transactions mondiales) selon l'utilisation ou d'autres paramètres applicables.
- Le BAIIA ajusté consolidé se compose du BAIIA ajusté des secteurs à présenter et de la catégorie Siège social.

Note 5 : Caractère saisonnier

Les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation consolidés de la société sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque cette dernière comptabilise une part importante de ses produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et qu'elle engage habituellement ses coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, les résultats du secteur Fiscalité et comptabilité peuvent varier d'un trimestre à l'autre en fonction des lancements de produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Le caractère saisonnier du résultat d'exploitation de la société pourrait également être touché par le calendrier des charges du siège social engagées dans le cadre du repositionnement des activités consécutif à la vente d'une participation majoritaire de 55 % dans le secteur Activités financières et risque.

Note 6 : Charges d'exploitation

Le tableau suivant présente les composantes des charges d'exploitation.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Salaires, commissions et indemnités	610	539	1 788	1 644
Paiements fondés sur des actions	12	14	35	42
Avantages postérieurs à l'emploi	39	38	111	116
Total des frais de personnel	661	591	1 934	1 802
Biens et services ¹⁾	218	199	681	613
Données	61	56	173	161
Télécommunications	18	6	32	23
Biens immobiliers	32	32	82	101
Ajustements de juste valeur ²⁾	(5)	4	(1)	(2)
Total des charges d'exploitation	985	888	2 901	2 698

1) Comprennent les honoraires professionnels, les frais d'experts-conseils et d'externalisation, le coût de la sous-traitance, les frais de vente et de commercialisation, et d'autres frais généraux et frais d'administration.

2) Représentent essentiellement les profits ou pertes attribuables à l'effet des variations des cours de change sur les soldes intragroupes dans le cours normal des activités.

Note 7 : Autres profits d'exploitation, montant net

Le montant net des autres profits d'exploitation s'est établi à 1 M\$ et à 36 M\$ pour les trimestres clos les 30 septembre 2018 et 2017, respectivement, et à 13 M\$ et à 48 M\$ pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018 et 2017. Les résultats de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018 tiennent compte d'un profit sur la vente d'une filiale canadienne entièrement détenue à une société affiliée à The Woodbridge Company Limited (« Woodbridge »), l'actionnaire principal de la société (voir la note 19). Les résultats du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 tiennent compte d'un profit tiré de la vente d'une partie d'un placement.

Note 8 : Charges financières, montant net

Le montant net des charges financières comprend la charge (le produit) d'intérêts et les autres charges financières (produits financiers), comme l'indique le tableau suivant :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Charge d'intérêts				
Dettes	74	82	218	244
Instruments financiers dérivés – activités de couverture	1	1	4	4
Autres, montant net	4	-	6	4
(Profits) pertes sur la juste valeur des instruments financiers				
Couvertures de flux de trésorerie, virement depuis les capitaux propres	(24)	(53)	44	(97)
Pertes (profits) de change sur la dette, montant net	24	53	(44)	97
Charge d'intérêts, montant net – dette et autres	79	83	228	252
Coût financier net – régimes de retraite et régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi	6	7	20	22
Produit d'intérêts	(3)	(1)	(7)	(4)
Charge d'intérêts, montant net	82	89	241	270

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Pertes (profits) attribuables aux variations des cours de change, montant net	11	49	(7)	112
Pertes (profits) sur instruments dérivés, montant net	-	8	(3)	33
Autres charges financières (produits financiers)	11	57	(10)	145

Pertes (profits) attribuables aux variations des cours de change, montant net

Le montant net des pertes (profits) attribuables aux variations des cours de change se compose principalement de montants liés à certaines ententes de financement intragroupe.

Pertes (profits) sur instruments dérivés, montant net

Le montant net des pertes (profits) sur instruments dérivés se compose surtout de montants se rapportant à des contrats de change.

Note 9 : Imposition

La charge d'impôt s'est établie à 128 M\$ et à néant pour les trimestres clos les 30 septembre 2018 et 2017, respectivement, et à 152 M\$ et à 26 M\$, respectivement, pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2018 et 2017. La charge d'impôt pour les deux périodes de 2018 comprend des charges de 95 M\$ liées au fait que le secteur Activités financières et risque est séparé du reste de la société. La charge d'impôt de chaque période rend compte des divers territoires fiscaux où les résultats avant impôt ont été comptabilisés. Puisque la répartition géographique des résultats avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle de l'exercice complet, le produit ou la charge d'impôt des périodes intermédiaires pourrait ne pas rendre compte de la charge d'impôt de tout l'exercice.

Note 10 : Activités abandonnées

Le 1^{er} octobre 2018, la société a conclu la vente d'une participation de 55 % dans son secteur Activités financières et risque. Voir la note 20. Les résultats du secteur Activités financières et risque sont présentés en tant qu'activités abandonnées dans les états financiers consolidés pour toutes les périodes visées.

Le tableau suivant résume le résultat tiré des activités abandonnées.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Produits des activités ordinaires	1 541	1 525	4 677	4 511
Charges	(1 059)	(1 343)	(3 279)	(4 014)
Résultat tiré des activités abandonnées, avant impôt sur le résultat	482	182	1 398	497
(Charge) produit d'impôt ¹⁾	(133)	23	(1 017)	36
Résultat tiré des activités abandonnées, après impôt sur le résultat	349	205	381	533
BAIIA ajusté (Activités financières et risque)	482	461	1 480	1 380
Ajustements de juste valeur	16	(49)	81	(173)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	(3)	(50)	(17)	(137)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	(95)	(30)	(254)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(1)	(82)	(29)	(251)
Autres pertes d'exploitation, montant net	(1)	(6)	(61)	(35)
(Charge) produit d'intérêts, montant net	(1)	5	(7)	(2)
Autres charges financières	(3)	(1)	(3)	(31)
Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	1	-	1
Résultat tiré des activités abandonnées du secteur Propriété intellectuelle et sciences	(7)	(2)	(16)	(1)
Résultat tiré des activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	482	182	1 398	497

- 1) Les résultats du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018 tiennent compte respectivement d'une charge d'impôt différé de 38 M\$ et de 850 M\$ associée à la vente d'une participation de 55 % dans le secteur Activités financières et risque. Il n'était pas nécessaire de comptabiliser cet impôt différé avant 2018, car ces activités étaient considérées comme détenues en vue de la vente jusqu'en janvier 2018. La charge d'impôt du trimestre résulte d'une hausse des taux d'impôt des États qui devraient être appliqués à la transaction.

Les actifs et les passifs classés comme étant détenus en vue de la vente à l'état consolidé de la situation financière s'établissent comme suit :

	30 septembre 2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie ¹⁾	461
Créances clients et autres créances d'exploitation	647
Autres actifs financiers	21
Charges payées d'avance et autres actifs courants	178
Matériel informatique et autres immobilisations corporelles, montant net	488
Logiciels, montant net	849
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	1 912
Goodwill	9 885
Autres actifs	151
Impôt différé	13
Total des actifs détenus en vue de la vente	14 605
Dette courante	1
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	856
Produits différés	207
Autres passifs financiers	7
Provisions et autres passifs	396
Impôt différé	312
Total des passifs associés aux actifs détenus en vue de la vente	1 779

- 1) Le montant comprend de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 112 M\$ détenus dans des filiales soumises à certaines restrictions contractuelles ou réglementaires ou encore qui exercent des activités dans des pays où des contrôles des changes et autres restrictions légales sont en vigueur, ce qui signifie qu'ils ne peuvent être utilisés pour les besoins généraux de l'entreprise.

Les écarts de conversion comptabilisés relativement aux actifs détenus en vue de la vente dans le cumul des autres éléments du résultat global à l'état consolidé de la situation financière correspondaient à une perte s'établissant à environ 3,0 G\$ au 30 septembre 2018.

Les tableaux suivants présentent la ventilation des produits des activités ordinaires du secteur Activités financières et risque, par type et par emplacement géographique pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
Produits des activités ordinaires, par type (Activités financières et risque)	2018	2017	2018	2017
Récurrents	1 302	1 295	3 947	3 842
Transactions	239	230	730	669
Total	1 541	1 525	4 677	4 511

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique (Activités financières et risque) (pays de destination)	2018	2017	2018	2017
États-Unis	576	565	1 725	1 693
Canada (pays de résidence)	33	33	100	97
Autres	25	27	78	78
Amériques (Amérique du Nord, Amérique latine, Amérique du Sud)	634	625	1 903	1 868
Royaume-Uni	224	219	696	642
Autres	391	391	1 197	1 138
EMOA (Europe, Moyen-Orient et Afrique)	615	610	1 893	1 780
Asie-Pacifique	292	290	881	863
Total	1 541	1 525	4 677	4 511

Note 11 : Résultat par action

Le résultat de base par action correspond au résultat attribuable aux actionnaires ordinaires moins les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, divisé par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et des unités d'actions différées (« UAD ») acquises qui étaient en cours pendant la période. Les UAD représentent les actions ordinaires que certains membres du personnel ont choisi de recevoir à la place d'une rémunération en trésorerie lorsqu'ils auront acquis les droits relatifs aux attributions fondées sur des actions.

Le résultat dilué par action a été obtenu à partir du dénominateur du calcul du résultat de base décrit plus haut, ajusté de façon à tenir compte de l'effet potentiellement dilutif des options sur actions et des unités d'actions de négociation restreinte temporelles (« UANRT ») en cours.

Le résultat utilisé pour le calcul du résultat consolidé par action et du résultat par action tiré des activités poursuivies est présenté ci-après :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Résultat attribuable aux actionnaires ordinaires	261	330	547	819
Moins : Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(1)	(1)	(2)	(2)
Résultat utilisé pour le résultat consolidé par action	260	329	545	817
Moins : Résultat tiré des activités abandonnées, après impôt sur le résultat	(349)	(205)	(381)	(533)
Moins : Participations ne donnant pas le contrôle liées aux activités abandonnées	30	18	90	49
Résultat utilisé pour le calcul du résultat par action tiré des activités poursuivies	(59)	142	254	333

Le tableau qui suit présente le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, de même que le rapprochement du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué par action.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	700 682 178	714 822 823	706 494 346	720 506 572
Nombre moyen pondéré d'UAD acquises	530 241	709 946	687 447	698 469
Nombre pour le résultat de base	701 212 419	715 532 769	707 181 793	721 205 041
Incidence des options sur actions et des UANRT	-	1 367 356	893 186	1 322 556
Nombre pour le résultat dilué	701 212 419	716 900 125	708 074 979	722 527 597

Du fait que la société a comptabilisé une perte nette tirée des activités poursuivies pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé aux fins du calcul du résultat de base et dilué par action ne change pas, car l'incidence des options sur actions et des attributions d'actions serait une réduction de la perte par action et, par conséquent, serait antidilutive.

Note 12 : Instruments financiers

Actifs et passifs financiers

Le tableau suivant détaille les actifs et les passifs financiers comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière.

	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Total
30 septembre 2018¹⁾					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	377	130	-	-	507
Créances clients et autres créances d'exploitation	871	-	-	-	871
Autres actifs financiers courants	39	3	-	-	42
Autres actifs financiers non courants	15	-	22	-	37
Dette courante	(2 127)	-	-	-	(2 127)
Dettes fournisseurs (note 14)	(140)	-	-	-	(140)
Charges à payer (note 14)	(842)	-	-	-	(842)
Autres passifs financiers courants ²⁾	(551)	(6)	-	(234)	(791)
Dette à long terme	(4 955)	-	-	-	(4 955)
Autres passifs financiers non courants	-	(3)	-	(51)	(54)
Total	(7 313)	124	22	(285)	(7 452)

1) La présentation de la période considérée rend compte de l'application d'IFRS 9 *Instruments financiers* le 1^{er} janvier 2018.

2) Comprend un engagement de rachat d'un montant maximal de 512 M\$ d'actions en lien avec le plan prédéfini établi par la société avec son courtier afin de racheter les actions de la société pendant ses propres périodes d'interdiction d'opérations. Voir la note 16.

	Trésorerie, créances clients et autres créances d'exploitation	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Disponibles à la vente	Autres passifs financiers	Total
31 décembre 2017						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	874	-	-	-	-	874
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 457	-	-	-	-	1 457
Autres actifs financiers courants	78	20	-	-	-	98
Autres actifs financiers non courants	49	1	-	33	-	83
Dette courante	-	-	-	-	(1 644)	(1 644)
Dettes fournisseurs (note 14)	-	-	-	-	(307)	(307)
Charges à payer (note 14)	-	-	-	-	(1 477)	(1 477)
Autres passifs financiers courants	-	(49)	-	-	(80)	(129)
Dette à long terme	-	-	-	-	(5 382)	(5 382)
Autres passifs financiers non courants	-	(31)	(246)	-	(2)	(279)
Total	2 458	(59)	(246)	33	(8 892)	(6 706)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Du montant total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des sommes respectives de 20 M\$ et de 126 M\$ au 30 septembre 2018 et au 31 décembre 2017 étaient détenues par des filiales soumises à des restrictions réglementaires ou contractuelles ou exerçant leurs activités dans des pays où des contrôles de change ou d'autres restrictions légales existaient et n'étaient donc pas disponibles pour les besoins généraux de la société.

Activité d'emprunt – dette à long terme

La société a remboursé les billets suivants au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 :

Mois/exercice	Transaction	Montant du capital (en millions)
	Billets remboursés	
Septembre 2017	Billets à 1,65 %, échéant en 2017	550 \$ US
Février 2017	Billets à 1,30 %, échéant en 2017	550 \$ US

Papier commercial

Aux termes de ses programmes de papier commercial, la société peut émettre des billets jusqu'à un maximum de 2,0 G\$. Au 30 septembre 2018, la dette courante comprenait pour 1 739 M\$ de papier commercial en circulation comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière. Se reporter à la note 20 pour ce qui concerne les remboursements de papier commercial effectués en octobre 2018.

Facilités de crédit

La société dispose d'une facilité de crédit de 2,4 G\$ qui vient à échéance en novembre 2021 et peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins de financement de ses programmes de papier commercial). Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, la société a emprunté et remboursé 370 M\$ sur cette facilité de crédit, aux termes de laquelle aucun emprunt n'était en cours au 30 septembre 2018. Selon les notations actuelles de la société, le taux d'intérêt de cette facilité correspond au taux LIBOR/EURIBOR majoré de 100 points de base.

La société disposait d'une facilité de crédit de 1,5 G\$, composée d'une facilité d'emprunt à terme de 0,5 G\$ et d'une facilité de crédit renouvelable de 1,0 G\$, qu'elle a annulée le 1^{er} octobre 2018. La société n'avait prélevé aucun montant sur l'une ou l'autre de ces facilités au 30 septembre 2018. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, la société a emprunté et remboursé 1,0 G\$ sur la facilité de crédit renouvelable.

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie, des créances clients et autres créances d'exploitation ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée. La juste valeur de la dette à long terme et des instruments dérivés connexes est présentée ci-après.

Dette et instruments dérivés connexes

Valeur comptable

Les montants comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière sont appelés « valeurs comptables ». Les valeurs comptables de la dette primaire sont prises en compte aux postes « Dette à long terme » et « Dette courante », et les valeurs comptables des instruments dérivés sont prises en compte aux postes « Autres actifs financiers » et « Autres passifs financiers », courants et non courants, selon le cas, de l'état consolidé de la situation financière.

Juste valeur

La juste valeur de la dette est estimée au moyen des prix cotés sur le marché pour des instruments similaires ou des taux courants offerts à la société pour une dette dont l'échéance est identique. La juste valeur des swaps sur taux d'intérêt est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés selon les taux actuels de marché et compte tenu du risque de non-exécution.

Le tableau suivant résume la dette et les instruments dérivés connexes qui couvrent les flux de trésorerie de cette dette.

	Valeur comptable		Juste valeur	
		Passif au titre des instruments dérivés		Passif au titre des instruments dérivés
30 septembre 2018	Dette primaire		Dette primaire	
Banque et autres	(1)	-	2	-
Papier commercial	1 739	-	1 739	-
Billets à 3,369 %, 500 \$ CA, échéant en 2019	387	89	390	89
Billets à 4,35 %, 750 \$ CA, échéant en 2020	579	145	602	145
Billets à 3,309 %, 550 \$ CA, échéant en 2021	424	51	429	51
Billets à 4,70 %, 500 \$, échéant en 2019	500	-	509	-
Billets à 3,95 %, 350 \$, échéant en 2021	349	-	351	-
Billets à 4,30 %, 600 \$, échéant en 2023	596	-	607	-
Billets à 3,85 %, 450 \$, échéant en 2024	447	-	441	-
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	495	-	460	-
Billets à 4,50 %, 350 \$, échéant en 2043	341	-	324	-
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	341	-	374	-
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	395	-	415	-
Déventures à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	490	-	545	-
Total	7 082	285	7 188	285
Partie courante	2 127	234		
Partie non courante	4 955	51		

Se reporter à la note 20 pour ce qui concerne les remboursements sur la dette en octobre 2018.

	Valeur comptable		Juste valeur	
		Passif au titre des instruments dérivés		Passif au titre des instruments dérivés
31 décembre 2017	Dette primaire		Dette primaire	
Banque et autres	4	-	7	-
Papier commercial	1 637	-	1 641	-
Billets à 3,369 %, 500 \$ CA, échéant en 2019	398	75	405	75
Billets à 4,35 %, 750 \$ CA, échéant en 2020	597	128	629	128
Billets à 3,309 %, 550 \$ CA, échéant en 2021	437	43	450	43
Billets à 4,70 %, 500 \$, échéant en 2019	499	-	519	-
Billets à 3,95 %, 350 \$, échéant en 2021	349	-	361	-
Billets à 4,30 %, 600 \$, échéant en 2023	597	-	634	-
Billets à 3,85 %, 450 \$, échéant en 2024	447	-	459	-
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	495	-	497	-
Billets à 4,50 %, 350 \$, échéant en 2043	341	-	361	-
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	341	-	420	-
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	394	-	459	-
Déventures à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	490	-	607	-
Total	7 026	246	7 449	246
Partie courante	1 644	-		
Partie non courante	5 382	246		

Estimation de juste valeur

Les instruments financiers inscrits dans l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur ont été évalués selon une hiérarchie à plusieurs niveaux, qui sont les suivants :

- Niveau 1 – prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 – données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix), soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 – données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Le tableau suivant indique les niveaux de la hiérarchie des données qui ont servi à l'évaluation de la juste valeur des instruments comptabilisés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière.

30 septembre 2018 ¹⁾					
Actifs		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Comptes du marché monétaire		-	130	-	130
Contrats de change à terme ²⁾		-	3	-	3
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net		-	133	-	133
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ³⁾		3	19	-	22
Total des actifs		3	152	-	155
Passifs					
Dérivés incorporés ⁴⁾		-	(2)	-	(2)
Contrats de change à terme ²⁾		-	(4)	-	(4)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net		-	(6)	-	(6)
Dérivés utilisés à des fins de couverture ⁵⁾		-	(285)	-	(285)
Total des passifs		-	(291)	-	(291)
31 décembre 2017					
Actifs		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Dérivés incorporés ⁴⁾		-	12	-	12
Contrats de change à terme ²⁾		-	9	-	9
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net		-	21	-	21
Placements disponibles à la vente ³⁾		7	26	-	33
Total des actifs		7	47	-	54
Passifs					
Dérivés incorporés ⁴⁾		-	(63)	-	(63)
Contrats de change à terme ²⁾		-	(16)	-	(16)
Contrepartie éventuelle ⁶⁾		-	-	(1)	(1)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net		-	(79)	(1)	(80)
Dérivés utilisés à des fins de couverture ⁵⁾		-	(246)	-	(246)
Total des passifs		-	(325)	(1)	(326)

1) La présentation de la période considérée rend compte de l'adoption d'IFRS 9 *Instruments financiers* le 1^{er} janvier 2018.

2) Utilisés pour gérer le risque de change lié aux flux de trésorerie compte non tenu de la dette.

3) Placements détenus dans des entités sur lesquelles la société n'exerce ni contrôle, ni contrôle conjoint, ni influence notable.

4) Se rapportent principalement aux contrats conclus par des filiales hors des États-Unis avec leurs clients relativement à l'établissement de prix en dollars américains.

5) Composés de swaps de devises fixe-fixe sur la dette.

6) Obligations liées au versement d'une contrepartie additionnelle pour des acquisitions antérieures, en fonction de certaines mesures de performance dont il a été convenu au moment de l'acquisition.

La société comptabilise les transferts entre les niveaux de la hiérarchie à la clôture de la période de présentation au cours de laquelle l'événement ou le changement de circonstance ayant entraîné le transfert a eu lieu. Il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux de la hiérarchie pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018.

Techniques d'évaluation

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif (p. ex., les instruments dérivés hors cote) est établie au moyen de techniques d'évaluation. Ces techniques d'évaluation utilisent au maximum les données de marché observables qui sont disponibles et reposent aussi peu que possible sur des estimations spécifiques à l'entité. Si toutes les données d'entrée importantes nécessaires à la détermination de la juste valeur de l'instrument sont observables, l'instrument est classé au niveau 2. Si l'une ou plusieurs des données importantes ne sont pas fondées sur des données observables de marché, l'instrument est alors classé dans le niveau 3.

Les techniques d'évaluation particulières ayant servi à l'évaluation des instruments financiers comprennent les suivantes :

- Les prix cotés sur un marché ou par un courtier pour des instruments similaires sont utilisés.
- La juste valeur des swaps combinés sur taux d'intérêt et devises et des contrats de change à terme correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs, sur la base de courbes de rendement observables.
- La juste valeur de la contrepartie éventuelle est fondée sur des estimations des produits des activités ordinaires futurs.

Note 13: Autres actifs non courants

	30 septembre	31 décembre
	2018	2017
Excédents nets des régimes à prestations définies	13	30
Valeur de rachat de polices d'assurance vie	308	302
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	156	167
Commissions différées	71	8
Autres actifs non courants	24	98
Total des autres actifs non courants	572	605

Note 14 : Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions

	30 septembre	31 décembre
	2018	2017
Dettes fournisseurs	140	307
Charges à payer	842	1 477
Provisions	99	166
Autres passifs courants	210	136
Total des dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	1 291	2 086

Note 15 : Provisions et autres passifs non courants

	30 septembre	31 décembre
	2018	2017
Obligations nettes au titre des régimes à prestations définies	688	984
Rémunération et intéressement du personnel différés	137	159
Provisions	55	124
Positions fiscales incertaines	147	337
Autres passifs non courants	33	136
Total des provisions et autres passifs non courants	1 060	1 740

Note 16 : Capital-actions

Rachats d'actions

La société peut occasionnellement racheter des actions (et les annuler ultérieurement) conformément à sa stratégie de gestion du capital. Les rachats d'actions sont effectués dans le cadre d'une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »). En mai 2018, la société a renouvelé l'offre de rachat pour une période supplémentaire de 12 mois. Aux termes de l'offre de rachat renouvelée, la société peut racheter jusqu'à 35,5 millions d'actions ordinaires entre le 30 mai 2018 et le 29 mai 2019 dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la Bourse de Toronto, à la Bourse de New York, à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la Bourse de Toronto ou la Bourse de New York ou selon les lois applicables, y compris des contrats d'achat privés, si la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières concernées au Canada. Le prix que paiera la société pour ses actions dans le cadre d'opérations sur le marché libre aux termes de l'offre de rachat correspondra au cours du marché au moment de l'achat ou à un autre cours qui pourrait être autorisé par la TSX. Il n'y a pas eu de contrat de rachat privé en 2018. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, la société a racheté au moyen de contrats privés 6,0 millions d'actions ordinaires à un prix inférieur au cours alors en vigueur.

Les rachats d'actions s'établissent comme suit :

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	clos les 30 septembre		closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	129	230	488	808
Actions rachetées (en millions)	3,1	5,0	12,2	18,5
Rachats d'actions – prix moyen par action en dollars américains	41,13 \$	46,03 \$	39,95 \$	43,60 \$

Les décisions concernant les rachats futurs, le cas échéant, dépendront de facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et les possibilités d'investissement pour favoriser la croissance. La société peut choisir, en tout temps, de suspendre le rachat d'actions ou d'y mettre fin conformément aux lois en vigueur. De temps à autre, si la société ne possède pas de renseignements importants la concernant ou concernant ses titres que le public ignorerait, elle peut établir un plan prédéfini avec son courtier en vue de racheter des actions pendant des périodes au cours desquelles elle n'est normalement pas active sur les marchés en raison de ses propres périodes d'interdiction d'opérations, de ses propres règles sur les opérations d'initié ou d'autres facteurs. Tout plan conclu avec le courtier de la société sera adopté conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et aux exigences de la règle 10b5-1 de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans sa version modifiée. La société a conclu un plan de ce genre avec son courtier en août 2018 pour permettre les rachats après l'expiration de l'importante offre publique de rachat d'octobre 2018. En lien avec la conclusion de ce plan, la société a inscrit un passif de 512 M\$ au poste « Autres passifs financiers » des passifs courants au 30 septembre 2018, ainsi qu'un montant correspondant dans les capitaux propres à l'état consolidé de la situation financière.

Dividendes

Les dividendes sur les actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. Dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société dans le cadre de son régime de réinvestissement des dividendes. Les dividendes déclarés par action ordinaire et les dividendes versés sur les actions ordinaires s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,345 \$	0,345 \$	1,035 \$	1,035 \$
Dividendes déclarés	242	246	732	746
Dividendes réinvestis	(10)	(9)	(25)	(26)
Dividendes versés	232	237	707	720

Note 17 : Informations additionnelles sur les flux de trésorerie

Le tableau qui suit détaille les composantes du poste « Autres » du tableau consolidé des flux de trésorerie.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Charges hors trésorerie liées aux avantages du personnel	39	35	115	123
Pertes (profits) de change et sur instruments financiers dérivés, montant net	8	52	(9)	141
Autres	13	(24)	12	10
	60	63	118	274

Le tableau qui suit détaille les composantes du poste « Variation du fonds de roulement et d'autres éléments ».

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Créances clients et autres créances d'exploitation	3	58	64	61
Charges payées d'avance et autres actifs courants	(49)	11	(30)	18
Autres actifs financiers	7	6	48	43
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	133	98	(63)	(141)
Produits différés	(57)	(60)	(12)	(16)
Autres passifs financiers	(4)	(6)	(50)	(51)
Impôt sur le résultat	29	99	27	107
Autres ¹⁾	(25)	(15)	(47)	(49)
	37	191	(63)	(28)

1) Y compris des montants respectifs de (8) M\$ [(6) M\$ en 2017] et de (22) M\$ [(21) M\$ en 2017] liés aux régimes d'avantages du personnel pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2018 et 2017.

Le tableau qui suit détaille les composantes de l'impôt sur le résultat payé.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Activités d'exploitation – activités poursuivies	(12)	(7)	(55)	(26)
Activités d'exploitation – activités abandonnées	(43)	(36)	(95)	(90)
Activités d'investissement – activités abandonnées	-	-	-	17
Total de l'impôt sur le résultat payé	(55)	(43)	(150)	(99)

Note 18 : Éventualités

Actions et réclamations en justice

La société est partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces affaires comprennent notamment les questions liées à l'emploi, les questions commerciales, des réclamations liées à la diffamation et des réclamations liées à la violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre la société restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir d'incidence significative défavorable sur la situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

La société est assujettie à l'impôt s'appliquant sur de nombreux territoires et fait régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales de la société et proposer des ajustements ou des changements à apporter à ses déclarations fiscales.

La société maintient donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à son avis, reflètent de façon appropriée ses risques. Ces provisions sont établies à l'aide des estimations les plus probables de la société quant au montant à payer, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. La société réévalue ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour voir si le montant est suffisant et fait des ajustements selon l'évolution des faits et circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant ultérieurement de contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante du montant provisionné par la société. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur la situation financière de la société dans son ensemble.

Note 19 : Transactions entre parties liées

Au 30 septembre 2018, Woodbridge détenait en propriété réelle environ 64 % des actions de la société.

En avril 2018, la société a vendu une filiale canadienne entièrement détenue à une société affiliée à Woodbridge en contrepartie de 16 M\$. Les actifs de la filiale étaient composés des pertes cumulées que la direction ne prévoyait pas pouvoir appliquer en réduction du bénéfice imposable futur avant leur expiration. Pour cette raison, aucun produit d'impôt lié à ces pertes n'avait été comptabilisé dans les états financiers consolidés. Selon la loi canadienne, certaines pertes ne peuvent être transférées qu'à des sociétés liées comme celles affiliées à Woodbridge. Un profit de 16 M\$ a été inscrit au poste « Autres profits d'exploitation, montant net » de l'état consolidé du résultat net. Dans le cadre de cette transaction, le comité de gouvernance du conseil d'administration a obtenu une attestation d'équité indépendante. La société s'est appuyée sur cette attestation d'équité indépendante pour établir que le prix négocié entre la société et l'acheteur était raisonnable. Sur la recommandation du comité de gouvernance, le conseil d'administration a approuvé la transaction. Les administrateurs qui n'étaient pas considérés comme indépendants en raison de leur position par rapport à Woodbridge se sont abstenus de délibérer et de voter sur la transaction lors des réunions du comité et du conseil d'administration.

En octobre 2018, la société a remis environ 6,5 G\$ à ses actionnaires dans le cadre d'une importante offre publique de rachat au cours de laquelle la société a racheté environ 138 millions d'actions au prix de 47 \$ chacune. Au cours de cette transaction, Woodbridge a vendu environ 88,9 millions d'actions au moyen d'une offre proportionnelle qui lui a permis de maintenir à 64 % sa participation dans Thomson Reuters. Voir la note 20.

Outre les transactions susmentionnées, aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018. Se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » de la note 29 des états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, lesquels sont inclus dans le rapport annuel 2017 de la société, pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Note 20 : Événements postérieurs à la date de clôture

Transaction du projet de partenariat stratégique du secteur Activités financières et risque

Le 1^{er} octobre 2018, la société a conclu la vente d'une participation de 55 % dans son secteur Activités financières et risque à des fonds de capital-investissement gérés par Blackstone. Une société liée de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et une société liée de GIC ont investi de concert avec Blackstone. La société a conservé une participation de 45 % dans le secteur en question dont l'appellation a changé pour Refinitiv. À compter du quatrième trimestre de 2018, les résultats de Thomson Reuters comprendront la quote-part de 45 % de la société dans les résultats de Refinitiv, laquelle sera incluse à un poste distinct intitulé « Quote-part du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » à l'état consolidé du résultat net. Pour faciliter la séparation, Refinitiv et Thomson Reuters se fourniront mutuellement certains services de transition pendant une période donnée, y compris des services technologiques et administratifs.

La société a reçu à la clôture un produit brut d'environ 17 G\$, qui demeure assujéti à des ajustements du prix d'achat, et elle prévoit qu'elle comptabilisera un profit après impôt d'environ 3,0 G\$ lié à la transaction.

Depuis la clôture de la transaction du secteur Activités financières et risque, la société a remboursé environ 4 G\$ sur la dette au moyen du produit de cette transaction, y compris dans le cadre d'une offre publique de remboursement et de rachat de titres d'emprunt réalisée récemment. Les remboursements sont présentés dans le tableau suivant :

Remboursement intégral / partiel	Billets remboursés	Capital (en millions)
Remboursement intégral	Billets à 3,369 % échéant en 2019	500 \$ CA ¹⁾
Remboursement intégral	Billets à 4,35 % échéant en 2020	750 \$ CA ^{2), 3)}
Remboursement intégral	Billets à 4,70 % échéant en 2019	500 \$ ³⁾
Remboursement partiel	Billets à 3,95 % échéant en 2021	Remboursement d'une tranche de 211 M\$ sur le capital de 350 M\$ ³⁾
Remboursement partiel	Billets à 3,85 % échéant en 2024	Remboursement d'une tranche de 208 M\$ sur le capital de 450 M\$ ³⁾
Remboursement partiel	Billets à 4,50 % échéant en 2043	Remboursement d'une tranche de 231 M\$ sur le capital de 350 M\$ ³⁾

1) Converti en un capital de 478 M\$ US au taux d'intérêt de 2,852 %, compte tenu des swaps de devises désignés comme couvertures de flux de trésorerie.

2) Converti en un capital de 731 M\$ US au taux d'intérêt de 3,911 %, compte tenu des swaps de devises désignés comme couvertures de flux de trésorerie.

3) Les billets étaient classés au poste « Dette à long terme » à l'état consolidé de la situation financière au 30 septembre 2018, en fonction de leur date d'échéance, car le remboursement anticipé, en octobre 2018, était subordonné à la clôture de la vente par la société d'une participation de 55 % dans son secteur Activités financières et risque.

La société a aussi remboursé ses emprunts sous forme de papier commercial en cours de 1 739 M\$.

En octobre 2018, la société a remis environ 6,5 G\$ aux actionnaires dans le cadre d'une importante offre publique de rachat au cours de laquelle la société a racheté environ 138 millions d'actions au prix de 47 \$ chacune. Woodbridge, l'actionnaire principal de la société, a participé proportionnellement à cette offre, offrant suffisamment d'actions pour lui permettre de conserver sa participation de 64 % dans Thomson Reuters après la clôture de la transaction.

La société prévoit de remettre environ 2,5 G\$ aux actionnaires sous forme d'un remboursement de capital, qui a été annoncé le 8 octobre 2018 et qui devrait être effectué aux environs du 27 novembre 2018. La transaction, qui est assujéti à l'approbation des actionnaires et des tribunaux, consiste en une distribution en trésorerie de 4,45 \$ par action ordinaire et en un regroupement d'actions, ou « fractionnement inversé d'actions », qui réduira le nombre d'actions ordinaires en circulation de manière proportionnelle à la distribution en trésorerie.

En lien avec la clôture de la transaction, Reuters News et Refinitiv ont conclu une entente de 30 ans aux termes de laquelle Reuters News fournira au partenariat des nouvelles et du contenu éditorial d'une valeur minimale de 325 M\$ par année. Pendant la durée de l'entente, la société délivrera au partenariat du secteur Refinitiv une licence lui permettant d'utiliser la marque « Reuters » dans ses produits et services ainsi que dans le nom de la société, sous réserve des limites et restrictions énoncées dans la convention de licence.

Rachats d'actions

En octobre 2018, la société a racheté 11,1 millions de ses actions ordinaires dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour un montant 512 M\$, au prix moyen de 46,28 \$ par action.

Acquisition

En octobre 2018, la société a conclu une entente définitive visant l'acquisition de Integration Point, un fournisseur d'activités de gestion des échanges à l'échelle mondiale. La clôture de l'acquisition est assujéti aux approbations réglementaires et conditions de clôture habituelles.

Dividendes

En octobre 2018, le conseil d'administration de la société a approuvé une augmentation de 0,02 \$ par action du dividende annuel, qui a été porté à 1,40 \$ par action ordinaire, augmentation qui prendra effet au versement du dividende trimestriel de la société pour le quatrième trimestre de 2018. Un dividende trimestriel de 0,35 \$ sera versé le 17 décembre 2018 aux actionnaires inscrits le 15 novembre 2018.

Changements apportés à la présentation de l'information sectorielle

Le 1^{er} octobre 2018, la société est passée d'une structure centrée sur le produit à une structure centrée sur le client et elle a réorganisé ses secteurs d'activités dans les secteurs à présenter suivants :

- Professionnels du droit
- Professionnels de la fiscalité
- Grandes sociétés
- Produits imprimés – Unité mondiale
- Reuters News

La société commencera à présenter son information en fonction des nouveaux secteurs dans ses résultats du quatrième trimestre.